



**AFRICA CENTER
FOR STRATEGIC STUDIES**



ACSRT/CAERT

African Centre for the Study & Research on Terrorism

Approches de police de proximité pour lutter contre l'extrémisme violent en Afrique

PROGRAMME

10 novembre –

16 décembre 2020



AFRICA CENTER FOR STRATEGIC STUDIES

APPROCHES DE POLICE DE PROXIMITÉ POUR LUTTER CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT EN AFRIQUE

Atelier virtuel
10 novembre - 16 décembre 2020

PROGRAMME

Table des matières

À propos du Centre études stratégiques de l'Afrique	4
À propos du CAERT	5
Vue d'ensemble	7
Le programme d'études.....	8
Carte de l'Afrique	10
Session 1 : Approches de la police de proximité et de la lutte contre l'extrémisme violent	11
Session 2 : Défis et opportunités d'une police de proximité efficace dans la lutte contre l'extrémisme violent.....	13
Session 3 : Engagement national-local dans la lutte contre l'extrémisme violent.....	17
Session 4 : Approches de la police de proximité adaptées aux jeunes et aux femmes dans la lutte contre l'extrémisme violent	20
Session 5 : Efforts communautaires pour réintégrer les anciens combattants	24
Session 6 : Étude de cas : briser le cycle de la violence dans le comté de Garissa, Kenya	27

À PROPOS DU CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Depuis sa création en 1999, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique sert de forum pour la recherche, les programmes universitaires et l'échange d'idées dans le but d'améliorer la sécurité des citoyens en renforçant l'efficacité et la responsabilité des institutions africaines, en soutien à la politique américano-africaine.

VISION

La sécurité pour tous les Africains est promue par des institutions efficaces et responsables devant leurs citoyens.

La réalisation de la vision d'une Afrique libérée de la violence armée organisée, garantie par des institutions africaines dédiées à la protection des citoyens africains, est la principale force motrice du Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Cet objectif souligne l'engagement du Centre à contribuer à des impacts tangibles en travaillant avec nos partenaires africains - militaires et civils, gouvernements et société civile, ainsi que nos partenaires nationaux et régionaux. Tous ont un rôle précieux à jouer pour atténuer les facteurs complexes des conflits sur le continent aujourd'hui. La responsabilité envers les citoyens est un élément important de notre vision, car elle renforce le point de vue selon lequel, pour être efficaces, les institutions de sécurité doivent non seulement être « fortes », mais également sensibles aux droits des citoyens et les protéger.

MISSION

Promouvoir la sécurité africaine en élargissant la compréhension, en offrant une plateforme de dialogue fiable, en établissant des partenariats durables et en catalysant des solutions stratégiques.

La mission du Centre d'études stratégiques de l'Afrique s'articule autour de la génération et de la diffusion des connaissances par le biais de nos recherches, de nos programmes universitaires, de nos communications stratégiques et de nos chapitres communautaires. En s'appuyant sur les expériences pratiques et les enseignements tirés des efforts de sécurité sur le continent, notre objectif est de générer des idées et des analyses pertinentes qui peuvent informer les professionnels et les décideurs politiques sur les défis urgents auxquels ils sont confrontés en matière de sécurité. Reconnaisant que les défis sérieux ne peuvent être relevés que par des échanges francs et réfléchis, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique fournit des plateformes virtuelles et en face-à-face où les partenaires peuvent échanger leurs points de vue sur les priorités et les bonnes pratiques. Ces échanges favorisent les relations qui, à leur tour, sont maintenues au fil du temps grâce aux Chapitres communautaires du Centre, aux communautés d'intérêt, aux programmes de suivi et au dialogue permanent entre les participants et le personnel. Ce dialogue, imprégné d'expériences du monde réel et d'analyses nouvelles, représente une occasion d'apprentissage continu et catalyse des actions concrètes.

MANDAT

Le Centre Africain est une institution du Département de la Défense des États-Unis créée et financée par le Congrès pour l'étude des questions de sécurité relatives à l'Afrique et sert de forum pour la recherche, la communication, l'échange d'idées et la formation, aussi bien sur le plan bilatéral que multilatéral, impliquant des participants militaires et civils. (10 U.S.C 342)

À PROPOS DU CAERT

HISTORIQUE DU CAERT

Le Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme (CAERT), dont le siège est à Alger, Algérie, a été inauguré en 2004, en tant que structure de la Commission de l'Union africaine, conformément au protocole à la Convention de l'OUA de 1999 sur la prévention et la lutte contre le terrorisme. Le Protocole confère au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine la responsabilité de mettre en œuvre les instruments régionaux, continentaux et internationaux de lutte contre le terrorisme ainsi que d'harmoniser, de normaliser et de coordonner les efforts continentaux de prévention et de lutte contre le terrorisme.

Le CAERT est créé conformément à la Section H, paragraphes 19 à 21, du Plan d'action de l'UA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme et en application des décisions pertinentes adoptées par les organes politiques de l'Union, notamment : Assembly/AU/Dec.15 (II) ; EX.CL/Dec.13 (II) ; EX/CL/Dec.82 (IV) ; et EX.CL/Dec.126 (V). Le CAERT a été inauguré le 13 octobre 2004.

OBJECTIF DU CAERT

L'objectif du Centre est de fonctionner comme un centre de recherche d'excellence en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme en Afrique. En tant que structure de la Commission de l'Union africaine, le centre doit renforcer la capacité de l'Union africaine à traiter les questions relatives à la prévention et à la lutte contre le terrorisme en Afrique et y contribuer, avec pour objectif ultime d'éliminer la menace que représente le terrorisme pour la paix, la sécurité, la stabilité et le développement en Afrique. Pour y parvenir, le Centre effectue des recherches et des études sur le terrorisme. Le Centre gère également une base de données, recueille et centralise des informations, des études et des analyses sur le terrorisme et les groupes terroristes. Le Centre vise également à renforcer les capacités de lutte contre le terrorisme dans les États membres et élabore donc des programmes et des modules de formation. Il organise des sessions, des ateliers, des réunions et des symposiums de formation avec l'aide de différents partenaires.

MISSION DU CAERT

Le CAERT a pour mission d'effectuer des recherches et des études sur le terrorisme et de mettre au point des mécanismes de politique stratégique, opérationnelle et de formation dans le contexte des instruments juridiques internationaux et continentaux, afin de renforcer la capacité de l'Union africaine et de ses États membres à prévenir et à combattre le terrorisme en Afrique.

CARACTÉRISTIQUES DE LA MISSION

La mission du CAERT découle de la Convention de l'OUA (1999), du Plan d'action de l'UA (2002) et du Protocole de l'UA de 2004. La mission est conforme aux principes de la Résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations unies, la stratégie mondiale de lutte contre le terrorisme de l'Assemblée générale des Nations unies (2006). Il intègre les attributs de la gestion préventive des crises, du développement des capacités d'alerte et de réaction rapides et du traitement des affaires liées au terrorisme dans le contexte de l'État de droit et des mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Dans le cadre de ses activités, et afin d'accomplir son mandat, le Centre est conçu pour fonctionner en coordination permanente et continue avec les points focaux nationaux, représentant les 54 États membres de l'Union africaine, ainsi qu'avec les points focaux régionaux représentant les Communautés économiques régionales (CER), comme le prévoient les modalités de fonctionnement du Centre.¹ La nécessité de disposer de points focaux aux niveaux national et régional a été soulignée par les mécanismes de lutte contre le terrorisme du continent, mentionnés ci-dessus. Les modalités de fonctionnement du Centre prévoient également que le Centre développe une coopération et des partenariats avec des partenaires et des points focaux internationaux.

Vue d'ensemble

Le terrorisme et l'extrémisme violent continuent de figurer parmi les défis les plus importants pour la paix et la sécurité en Afrique. Alors que les groupes terroristes et extrémistes violents ont établi leur assise dans certains des États fragiles du continent et que des dizaines de milliers d'hommes et de femmes autrefois affiliés à des organisations extrémistes violentes retournent chez eux ou dans des zones sous contrôle gouvernemental, les institutions militaires, policières, de gendarmerie et civiles chargées de l'application de la loi luttent pour assurer la sécurité et les autres services publics. Dans certains cas, les mesures prises par le personnel de la défense et des forces de l'ordre ont aggravé le fossé entre les institutions de l'État et les communautés, et ont aggravé les griefs qui alimentent l'extrémisme violent. L'érosion de la confiance du public vis-à-vis des acteurs de la sécurité publique et de leur capacité à fournir un sentiment de sécurité ont à leur tour créé des lacunes sécuritaires qu'une pléthore d'acteurs étatiques et non-sécuritaires s'efforcent de combler. Dans les régions frappées par la prolifération des milices et des groupes d'autodéfense communautaires, le secteur de la sécurité, qui manque de ressources, et les ministères qui le supervisent, sont confrontés au défi supplémentaire de savoir comment gérer les groupes d'autodéfense communautaires, afin qu'ils jouent un rôle constructif dans leurs communautés au lieu d'exacerber davantage la violence et l'insécurité.

Cet état de fait nécessite que les États africains intensifient leurs investissements dans le développement de structures de gouvernance de la sécurité plus efficaces, inclusives et responsables, mieux adaptées aux réalités locales. Les efforts actuels déployés par les institutions de défense et de maintien de l'ordre civil pour s'engager auprès des communautés locales montrent que les approches de sécurité collaborative et de police de proximité ne sont pas nouvelles pour les États africains touchés par le terrorisme et l'extrémisme violent. En effet, un certain nombre d'États africains qui luttent pour contenir l'expansion des groupes extrémistes violents ont adopté la police de proximité comme complément nécessaire aux pratiques traditionnelles de maintien de l'ordre. Dans certains cas, les avantages potentiels de l'amélioration des pratiques de police existantes et/ou de l'extension et de l'adaptation des approches de sécurité qui établissent et reposent sur la confiance et la collaboration entre les forces de sécurité, les fonctionnaires locaux et les populations, sont déjà évidents. Toutefois, le renforcement des avantages de la police de proximité exige du temps et un engagement continu. La police de proximité n'est pas non plus une solution miracle pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme. À moins d'être intégrée dans une stratégie holistique visant à remédier aux conditions qui alimentent l'extrémisme violent et le terrorisme, ses effets bénéfiques resteront limités.

LES OBJECTIFS DU PROGRAMME :

1. Les participants auront une meilleure compréhension du rôle que les dispositions sécuritaires collaboratives entre les forces de sécurité, les fonctionnaires des gouvernements locaux et les communautés locales jouent dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent.
2. Les participants apprécient la pertinence et la valeur d'une police de proximité efficace en tant que composante essentielle de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent.

3. Les participants feront partie d'un réseau de professionnels africains qui se consacrent à la promotion de solutions stratégiques liées à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent.

Approche académique :

Ce séminaire d'une durée de six semaines se déroulera de manière virtuelle et sera accompagné de présentations effectués par une variété d'intervenants – qu'il s'agisse de décideurs politiques, de professionnels et d'universitaires. Des séances interactives de questions-réponses suivront les présentations de chaque session plénière. Les participants seront répartis en groupes de discussion, où des animateurs possédant une expertise et une formation pertinentes dirigeront l'interaction pour obtenir des résultats concrets.

Le séminaire virtuel se déroulera en anglais, en français et en portugais. Afin de favoriser des discussions franches et de créer un climat de confiance entre les participants, les discussions seront menées dans le cadre d'une politique d'anonymisation, à savoir que le nom ou le pays des participants n'apparaîtra ni dans les commentaires ou les interventions spécifiques dans les résumés, les rapports ou les connaissances acquises lors du séminaire auprès de tout participant, orateur ou organisateur.

Le programme

Ce programme présente un aperçu des objectifs universitaires et des principales questions politiques liées aux approches efficaces de la police de proximité dans les contextes de prévention ou de lutte contre l'extrémisme violent. Pour chaque session est composée d'une courte introduction et d'une liste de questions à débattre. Nous proposons également des articles sélectionnés, dont l'objectif principal est d'aider à situer les questions dans le contexte des documents disponibles sur les bourses et les politiques. Le programme couvre probablement plus de sujets et de documents que ce qui peut être suffisamment discuté dans le temps imparti. Il est utile de lire une partie ou la totalité des lectures recommandées sur le programme avant le séminaire, car ces lectures placeront les commentaires des participants et des orateurs dans un contexte approprié. Cependant, nous espérons également que vous utiliserez ces documents comme ressources même après la fin du programme, et que vous y reviendrez pour obtenir des détails pertinents.

Les documents extérieurs et le contenu académique inclus dans ce programme ne reflètent pas les vues ou la position officielle du ministère de la Défense ou du gouvernement des États-Unis. Ce programme est un document pédagogique destiné à exposer les participants à une variété de points de vue et de perspectives, afin de les préparer à tirer pleinement parti du programme.

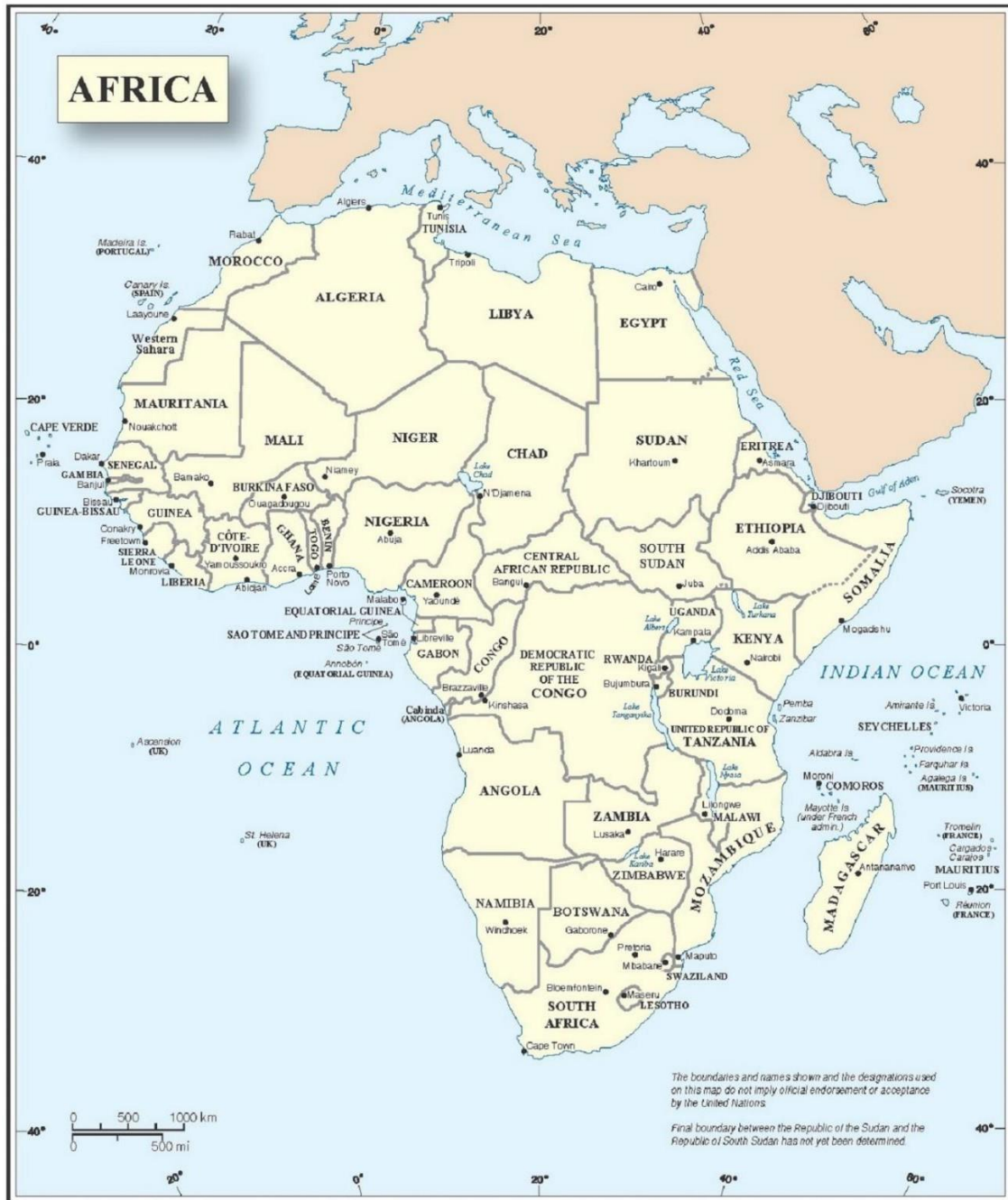
Préparation du séminaire :

Avant le séminaire, nous vous encourageons à

1. Lire ce programme.
2. Lire une partie ou la totalité des lectures recommandées.

3. Consacrer du temps à réfléchir et à répondre aux questions de discussion.
4. Réfléchir aux expériences professionnelles susceptibles d'être partagées dans des groupes de discussion.
5. Être prêt à participer activement aux groupes de discussion et à apprendre des participants des autres pays.

Carte de l'Afrique



Map No. 4045 Rev. 7 UNITED NATIONS
November 2011

Department of Field Support
Cartographic Section

Session 1 : Approches de la police de proximité et la lutte contre l'extrémisme violent

Format : *Présentations plénières et séance de questions et réponses avec modérateur*

Objectifs :

- Décrire les principes de base et les caractéristiques de la police de proximité.
- Discuter des avantages de la police de proximité pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent.
- Examiner les stratégies qui existent pour mettre en œuvre des approches de police de proximité afin de prévenir et de lutter contre l'extrémisme violent.

Contexte

Dans plusieurs pays africains touchés par la menace de l'extrémisme violent et du terrorisme, la police de proximité s'est révélée être un complément important aux réponses traditionnelles de l'armée et des forces de l'ordre. Traditionnellement, les pratiques de lutte contre le terrorisme impliquent peu de consultation avec les communautés locales et tiennent rarement compte de la diversité de leurs besoins, de leurs préoccupations et de leurs perceptions. La conviction était que les activités de répression et les méthodes de collecte de renseignements doivent avoir la priorité sur la tâche ardue de gagner la confiance du public et de gagner le soutien des communautés locales. Toutefois, les limites de ces méthodes, même lorsqu'elles sont mises en œuvre dans un cadre d'État de droit, ont mis en évidence la nécessité de s'appuyer sur le soutien des communautés locales pour lutter avec succès contre l'extrémisme violent et le terrorisme. En d'autres termes, les communautés doivent être parties prenantes dans l'articulation et la fourniture de la sécurité, « plutôt que d'être simplement l'objet passif des activités d'application de la loi ».¹

La philosophie de la police de proximité repose essentiellement sur l'inclusion, le dialogue et la confiance entre les acteurs de la sécurité et les communautés locales, en particulier celles qui sont les plus exposées à la vulnérabilité et à la violence. La logique derrière tout cela est relativement simple. Dans de nombreux contextes où la confiance est faible, où la police n'est pas étroitement intégrée aux communautés locales et où les forces de l'ordre ont peu de légitimité et de crédibilité, la capacité des acteurs de la sécurité à identifier et à renforcer les questions de sécurité communautaire et l'ordre social est compromise. En revanche, dans les zones où les acteurs de la sécurité adoptent des approches communautaires qui privilégient la participation et le soutien du public, leurs efforts ont tendance à avoir un impact positif.

Au mieux, les approches de police de proximité renforcent l'appropriation locale et instaurent la confiance entre les acteurs de la sécurité, les autorités locales et les populations marginalisées ou difficiles à atteindre. Cela est particulièrement important dans les environnements de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent où les communautés et les acteurs de la sécurité doivent comprendre clairement la nature et la source de la menace à laquelle ils sont confrontés, ainsi que les causes et la dynamique de l'extrémisme violent. Lorsque les acteurs de la sécurité, les membres de la communauté et les autres parties prenantes non gouvernementales partagent cette

¹ <https://www.osce.org/secretariat/111438?download=true>

compréhension, la police de proximité peut contribuer de manière tangible à prévenir et à relever le défi de l'extrémisme violent.

Il est évident que la police de proximité n'est pas soumise à une approche unique, sachant que chaque environnement a ses propres caractéristiques. De même, les attentes doivent être réalistes quant à ce que la police de proximité peut accomplir, notamment en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme. La police de proximité ne peut servir de panacée à l'extrémisme violent. Elle peut contribuer à renforcer la confiance et le soutien du public à l'égard des acteurs de la sécurité, à condition bien sûr que les communautés soient impliquées dans la formulation et la mise en œuvre des stratégies adaptées au niveau local. Pour réaliser son plein potentiel, la police de proximité doit être intégrée et guidée par une stratégie globale et holistique axée sur la sécurité des citoyens, qui s'attaque aux causes sous-jacentes de la violence et de l'insécurité.

Questions de discussion :

- Que se passe-t-il / pourquoi est-ce important lorsque les individus et les communautés ne font pas confiance aux prestataires de leurs services de sécurité ?
- Pensez-vous que la police de proximité soit utile pour prévenir et lutter l'extrémisme violent, et pourquoi ?
- Existe-t-il une police de proximité dans votre pays ? Comment a-t-elle été mise en place et est-elle liée aux politiques nationales ?

Lectures recommandées :

Preventing Terrorism and Countering Violent Extremism and Radicalization that Lead to Terrorism: A Community-Policing Approach, *Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe*, (OSCE) 2014, pp: 61-94, <https://www.osce.org/atu/111438?download=true>

Radicalisation au terrorisme : que faire ? Tendre la main rapidement, 21 décembre 2015, <https://www.osce.org/fr/magazine/229341>

Romi Sigsworth, Harnessing public engagement for police accountability in Africa, *Institute for Security Studies*, décembre 2019, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/ar21-1.pdf>

Lectures complémentaires

Etannibi E.O. Alemika, Mutuma Ruteere and Simon Howell, Policing Reform in Africa: Moving Towards a Rights-Based Approach in a Climate of Terrorism, Insurgency and Serious Violent Crime, *African Policing Civilian Oversight Forum (APCOF)*, 2018, https://www.researchgate.net/publication/328755638_POLICING_REFORM_IN_AFRICA_Moving_towards_a_rights-based_approach_in_a_climate_of_terrorism_insurgency_and_serious_violent_crime

Melinda Holmes, Preventing Violent Extremism, Protecting Rights and Community Policing, *International Civil Society Action Network*, 31 octobre 2017, <https://icanpeacework.org/wp-content/uploads/2018/02/PVE-and-Policing-Brief-2017.pdf>

Session 2 : Défis et opportunités d'une police de proximité efficace dans la lutte contre l'extrémisme violent

Format : *Présentations plénières et séance de questions et réponses avec modérateur*

Objectifs :

- Discuter des obstacles communs pour réussir la mise en place d'une police de proximité afin de prévenir et de lutter contre l'extrémisme violent.
- Étudier des exemples dans lesquels la police de proximité a contribué à atténuer la menace de l'extrémisme violent.
- Recommander des actions concrètes liées à la police de proximité que les Nations africaines pourraient prendre pour améliorer leurs stratégies actuelles de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

Contexte

La police de proximité est généralement reconnue pour être une composante essentielle de la fourniture d'une sécurité efficace dans la communauté. Pourtant, son adoption a été lente et sa mise en œuvre effective présente des lacunes. De nombreuses raisons peuvent expliquer cette situation. La raison la plus fondamentale et la plus évidente est que le travail de la police de proximité est difficile. Il exige une transformation organisationnelle importante, des changements fondamentaux dans les cultures policières et l'inclusion des voix marginalisées. Tous ces éléments nécessitent à leur tour l'existence d'une volonté politique, des ressources suffisantes et une communication permanente entre toutes les parties prenantes, d'autant qu'aucun d'eux n'est facilement réalisable, en particulier dans les zones de conflit où les forces de sécurité souffrent du manque de ressources, de motivation et de liens culturels avec la communauté. Dans certains environnements, un nombre non négligeable de membres des forces de l'ordre, d'unités de gendarmerie et d'autres acteurs de la sécurité ne parlent pas les langues locales des régions où ils sont déployés et ignorent également les traditions et les coutumes locales. Cela complique les interactions avec les communautés et rend difficile la distinction entre les civils et les cibles légitimes. L'augmentation du nombre d'attaques terroristes et du nombre de morts parmi les civils et les forces de sécurité dans un certain nombre de pays africains a davantage aggravé ces obstacles. Le moral des forces de sécurité de première ligne s'est effondré, contribuant à l'augmentation du nombre de démissions, la colère croissante face au manque de munitions, d'équipement et des salaires faibles ou impayés. Ces conditions tendent à décourager les forces de sécurité à être sensibles aux préoccupations des communautés, à lutter contre les stéréotypes et à utiliser des approches innovantes pour résoudre les problèmes. La montée de la violence a également entraîné une augmentation de la présence des milices et de groupes civils d'autodéfense. La prolifération de ces acteurs constitue un défi majeur pour l'autorité des forces de sécurité mal équipées et mal entraînées.

La mise en place d'une approche de police de proximité visant à prévenir et à lutter contre le terrorisme est un processus complexe et multidimensionnel, qui exige l'engagement effectif des

communautés dans le processus de résolution des problèmes, ainsi que des changements judicieux dans les structures et les styles de gestion au sein des services répressifs et des autres agences gouvernementales et de sécurité concernées. Si les défis de la mise en place de la police de proximité varient selon les pays africains qui l'ont adoptée, certains exemples de bonnes pratiques méritent d'être expliqués et mis en exergue. Dans la Tunisie postrévolutionnaire, les changements organisationnels ont nécessité la dépolitisation de la police, la promulgation d'un guide des droits de l'homme par le puissant ministère de l'Intérieur, et la révision des lois régissant les arrestations. Ces efforts sont toujours en cours et leur succès dépend de la poursuite de la réforme du secteur de la sécurité et du renforcement des partenariats communautaires.

Dans la région du Sahel, des efforts ont été déployés et des progrès réalisés dans la création d'espaces de dialogue entre les forces de l'ordre et les communautés locales. Chaque contexte local est unique, même si les principales caractéristiques d'une police de proximité efficace sont identiques. La confiance mutuelle et le dialogue constant entre les acteurs de la sécurité et les membres de la communauté sont essentiels pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent. Au Burkina Faso, les dialogues entre la police, la gendarmerie nationale, les membres des groupes d'autodéfense, connus sous le nom de « Koglweogo », les chefs religieux, les agriculteurs et d'autres membres de la communauté ont amélioré la communication et la coopération mutuelles.² Cette voie de rapprochement entre les groupes armés communautaires et la police est encore en évolution, mais ses avantages sont identifiables. D'autres pays sahéliens expérimentent également plusieurs approches communautaires pour améliorer la sécurité publique.

En Afrique de l'Est, l'expérience kenyane en matière de lutte contre l'extrémisme violent révèle les avantages d'une approche plus ciblée en matière de sécurité, qui implique les communautés locales et renforce le pouvoir des autorités locales. Après l'attaque terroriste meurtrière de 2013 du centre commercial Westgate de Nairobi, les services de sécurité ont mené une vaste campagne de répression contre les militants présumés. Cependant, les autorités, selon l'International Crisis Group, ont mené des opérations de grande envergure qui ont « alimenté la colère des Musulmans et accéléré le recrutement de militants ». En 2015, les responsables kenyans ont commencé à reculer, en déléguant certains pouvoirs et certaines responsabilités aux localités, et en plaçant les habitants à des postes de sécurité importants et hautement visibles. Dans le comté de Garissa, dans la région du Nord-Est, cela a contribué à apaiser les tensions entre les acteurs de la sécurité et les communautés historiquement marginalisées. L'établissement de telles relations de coopération est la clé des approches axées sur la communauté.

Questions de discussion :

- Comment évaluez-vous le niveau d'efficacité de la police de proximité dans votre pays et quels sont les défis à relever pour la mettre en place ?
- Quels sont les facteurs qui nuisent à l'efficacité de l'échange d'informations entre les services du maintien de l'ordre et les communautés ?
- Quels changements structurels et organisationnels doivent être apportés aux organismes de sécurité pour que la police de proximité fonctionne efficacement ?
- Des bonnes pratiques en matière de police de proximité se dégagent-elles de vos propres expériences ?

² <https://www.usip.org/publications/2019/05/amid-rising-sahel-violence-burkina-faso-builds-response>

Lectures recommandées :

Lillian Dang, Violent Extremism and Community Policing in Tanzania, *USIP*, 19 mars 2019, https://www.usip.org/sites/default/files/2019-03/violent-extremism-and-community-policing-in-tanzania-sr_442.pdf

Oluwakemi Okenyodo, Governance, Accountability, and Security in Nigeria, Africa Security Brief, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 21 juin 2016, <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2016/06/ACSS-Africa-Security-Brief-No.-31-EN.pdf> .

Également disponible en anglais et en portugais ; <https://africacenter.org/publication/governance-accountability-security-nigeria-html/>

Une arme à double tranchant : comités de vigilance et contre-insurrections africaines, *International Crisis Group*, septembre 2017, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/251-une-arme-a-double-tranchant-comites-de-vigilance-FRENCH.pdf>.

Également disponible en anglais :

<https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/251-double-edged-sword.pdf>

Lectures complémentaires :

James Rupert, Amid Rising Sahel Violence, Burkina Faso Builds a Response, *USIP*, 16 mai 2019, <https://www.usip.org/publications/2019/05/amid-rising-sahel-violence-burkina-faso-builds-response>

Preventing Terrorism and Countering Violent Extremism and Radicalization that Lead to Terrorism: A Community-Policing Approach, OSCE, 2014, pp: 94-165
<https://www.osce.org/atu/111438?download=true>

Moritz Schuberth, Approaching Community-Based Armed Groups in Sub-Saharan Africa Lessons Learned & Measures of Success, octobre 2019, https://www.resolvenet.org/system/files/2019-10/RSVE_CBAGs_Approaches_Schuberth_Oct2019_0.pdf

Lucian Harriman & Ilona Drewry & David Deng, Like the military of the village: Security, justice and community defence groups in south-east South Sudan, *Saferworld*, février 2020, <https://www.saferworld.org.uk/resources/publications/1245-alike-the-military-of-the-villagea-security-justice-and-community-defence-groups-in-south-east-south-sudan>

Abdoul Karim Saidou, La participation citoyenne dans les politiques publiques de sécurité en Afrique: analyse comparative des exemples du Burkina Faso et du Niger, *Revue internationale de politique de développement*, 11.1, 2019, <https://journals.openedition.org/poldev/3209?lang=es>

Le rôle des familles dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent : recommandations stratégiques et options programmatiques, *Forum mondial de la lutte contre le terrorisme*.

<https://www.thegctf.org/Portals/1/Documents/Lifecycle%20Toolkit-documents/French-The-Role-of-Families-in-PCVE.pdf?ver=2016-09-13-141101-687>

Session 3 : Engagement national-local dans la lutte contre l'extrémisme violent

Format : *Présentations plénières et séance de questions et réponses avec modérateur*

Objectifs :

- Étudier la place du renforcement de la confiance communautaire dans les plans nationaux visant à prévenir et à lutter contre l'extrémisme violent.
- Examiner des exemples de pays africains qui ont intégré des acteurs locaux dans leurs programmes de police de proximité pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent.
- Discuter des différents modèles de répartition des tâches entre les acteurs de la sécurité au niveau national et local, et de ce que cela signifie pour chacun d'entre eux à l'égard des communautés.

Contexte :

L'engagement national-local est non seulement essentiel pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent, mais également pour mettre en place une police de proximité dont le succès dépendra du soutien des différents organismes gouvernementaux, des services de sécurité et des professionnels communautaires de première ligne. Les administrateurs municipaux, les responsables municipaux et les autres autorités locales sont généralement plus en phase avec les spécificités et la dynamique de leurs communautés sur le plan socioculturel. Ils sont ainsi mieux placés pour atteindre les communautés touchées par les conflits et faciliter les interactions entre, et parmi, les acteurs de sécurité de première ligne et les communautés. En Somalie, par exemple, certains maires et responsables municipaux ont joué un rôle important dans la création d'outils concrets pour dissuader la criminalité et le terrorisme. Dans le meilleur des cas, ils ont créé des modèles de gouvernance locale souples, inclusifs et légitimes. Une plus grande appropriation locale fait des Somaliens des acteurs clés dans l'amélioration de la sécurité publique. Ceci est d'autant plus important « qu'une grande partie de l'ordre public et de la dissuasion de la criminalité et du terrorisme en Somalie est basée sur la police de proximité ».³

Les autorités locales ont également un rôle important à jouer en contribuant à la conception et la mise en œuvre d'approches, de plans et de stratégies multi-agences et multilatérales pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent. Au Kenya, par exemple, les autorités locales et les organisations communautaires ont pris l'initiative d'élaborer des Plans d'action de comté (PAC) qui soutiennent la Stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent (NSCVE). En Tunisie, la Commission nationale de lutte contre le terrorisme a lancé le processus d'élaboration d'un plan d'action comprenant une représentation et une contribution au niveau local. Ces efforts en sont encore à leurs débuts et nécessitent le renforcement des capacités et des ressources des autorités locales, ainsi que la mise en place de mécanismes permettant de mieux délimiter la répartition des tâches entre les autorités nationales et infranationales.

Dans de nombreux cas, cependant, les autorités locales et les organisations de la société civile ne jouent qu'un rôle marginal dans les questions de sécurité nationale et sont rarement impliquées dans l'élaboration de plans et de stratégies visant à prévenir et à lutter contre l'extrémisme violent.

³ <https://www.gpplatform.ch/sites/default/files/If%20mayors%20ruled%20Somalia.pdf>

Cela a tendance à entraver l'objectif déclaré des gouvernements d'étendre les approches communautaires aux problèmes de sécurité au niveau local. Les approches essentiellement descendantes ralentissent également les efforts de sécurité visant à lutter contre l'extrémisme violent. Le faible niveau de communication et de coopération entre les agents de première ligne, leurs supérieurs hiérarchiques et les cadres supérieurs affecte l'efficacité et l'efficacé des interventions de sécurité. Les frontières organisationnelles et les rivalités entre les différentes agences de sécurité compromettent également la collaboration et le partage d'informations, pourtant indispensables pour relever le défi de l'extrémisme violent.

Questions de discussion :

- Quels sont les approches prometteuses et les enseignements tirés pouvant répondre aux défis spécifiques de la coopération nationale-locale ?
- Quels sont les obstacles auxquels se heurtent les autorités locales lorsqu'elles s'engagent dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent qui impliquent une police de proximité ?
- Que se passe-t-il lorsque la collaboration entre les acteurs de la sécurité au niveau national ne fonctionne pas (par exemple, l'armée et la police), compliquant les efforts au niveau local ?
- Quelles catégories d'autorités locales et de perspectives locales sur les menaces d'extrémisme violent et les approches de police de proximité doivent être prises en compte pour maximiser l'efficacité des interventions ?

Lectures recommandées :

The role of cities in preventing and countering violent extremism in East and West Africa, *The Strong Cities Network*, juin 2017, https://strongcitiesnetwork.org/fr/wp-content/uploads/2017/10/SCN-Assessment-Report_East-and-West-Africa_June17.pdf

Ken Menkhaus, If Mayors Ruled Somalia: Beyond the State-Building Impasse, Nordic Africa Institute Policy Note 2, 2014, <http://nai.diva-portal.org/smash/get/diva2:714676/FULLTEXT01.pdf>

Lectures complémentaires :

Stephen Commins, From Urban Fragility to Urban Stability, Africa Security Brief, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, juin 2018, <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2018/07/ASB35EN-From-Urban-Fragility-to-Urban-Stability.pdf>

Michael Duffin, Les gouvernements locaux intensifient leurs efforts de lutte contre l'extrémisme violent, U.S. Mission Mali, 17 juillet 2018, <https://ml.usembassy.gov/fr/les-gouvernements-locaux-intensifient-leurs-efforts-de-lutte-contre-lextremisme-violent/>

Eric Rosand & Rebecca Skellett, Connecting the Dots: Strengthening National-Local Collaboration in Addressing Violent Extremism, *Lawfare*, 21 octobre 2018, <https://www.lawfareblog.com/connecting-dots-strengthening-national-local-collaboration-addressing-violent-extremism>

Olusegun Obasanjo, et al. Where the Rubber Hits the Road, *The Brenthurst Foundation*, janvier 2020, <https://www.thebrenthurstfoundation.org/downloads/finalcitiesreport.pdf>

Session 4 : Approches de la police de proximité adaptées aux jeunes et aux femmes dans la lutte contre l'extrémisme violent

Format : *Présentations plénières et séance de questions et réponses avec modérateur*

Objectifs :

- Envisager des approches stratégiques pour impliquer les jeunes avec efficacité dans la prévention et la lutte contre les situations d'extrémisme violent qui impliquent la police de proximité et les approches connexes des acteurs de la sécurité.
- Examiner des exemples d'initiatives d'engagement des jeunes prometteuses dans la police de proximité et dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent.
- Comprendre les implications en termes de genre de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent et les approches de police de proximité à son égard.
- Considérer le potentiel spécial et la valeur ajoutée que les femmes apportent à la police de proximité dans la pratique.

Contexte

L'engagement des jeunes dans les pratiques de police de proximité est de plus en plus reconnu comme essentiel pour trouver des solutions adaptées aux défis de sécurité auxquels les communautés sont confrontées, en particulier pour prévenir, atténuer et lutter contre les activités des organisations extrémistes violentes. Les jeunes comprennent souvent mieux que les acteurs de la sécurité ou les entités plus formelles ce qui se passe parmi leurs pairs, qui sont souvent les principales cibles du recrutement d'extrémistes violents, ainsi que dans leurs communautés lorsqu'il s'agit de la dynamique, des tendances et des risques découlant de l'extrémisme violent. Cela en fait des acteurs importants dans l'élaboration et la mise en œuvre de toute initiative de police de proximité informée et efficace. Pour les acteurs de la sécurité, l'engagement des jeunes améliore leur connaissance de la situation des besoins, des problèmes et des complexités des différentes communautés. Il leur offre également la possibilité de corriger les perceptions erronées sur les intentions des services de sécurité et de mettre en valeur leurs engagements par leur présence dans les communautés et les avantages potentiels que l'engagement entre les services de police et les jeunes peut produire pour résoudre les problèmes et relever les défis en matière de sécurité.

Dans le meilleur des cas, un engagement soutenu des jeunes accroît l'efficacité des services de sécurité axés sur les citoyens et permet de mettre en place des dispositifs qui établissent des relations de confiance mutuelle. Inversement, l'engagement a un impact limité s'il manque de sensibilité et s'il est effectué principalement à des fins de collecte de renseignements à court terme. C'est notamment le cas des communautés traditionnellement marginalisées qui nourrissent des griefs contre l'État et ses services de sécurité. Ces contextes sont souvent marqués par de profondes tensions entre les forces de l'ordre et les jeunes issus de milieux défavorisés. Cela rend difficile l'engagement des jeunes dans les stratégies de police de proximité pour lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme. Les approches sans souplesse qui cherchent à coopter et à instrumentaliser les jeunes peuvent se retourner contre eux, renforçant la méfiance à l'égard des acteurs de la sécurité et semant la division au sein des communautés. La collecte de renseignements devrait

« être un sous-produit de la police de proximité ». ⁴ Et dans tous les cas, il existe des agences antiterroristes spécialisées mieux à même de faire ce travail.

La compréhension des dimensions relatives au genre des besoins de sécurité des citoyens est également un élément essentiel de la police de proximité. Tant les hommes que les femmes sont touchés différemment par l'insécurité et jouent des rôles distincts en cas de menace de conflit ou de terrorisme. Ils apportent également différentes perspectives pour identifier les problèmes communautaires et les facteurs de risque situationnels associés à l'extrémisme violent et au terrorisme. Pourtant, certaines stratégies de police de proximité sont compromises par des stéréotypes liés au genre. Dans certains environnements d'extrémisme violent, la participation des femmes s'est largement concentrée sur leur rôle de contrepoids au terrorisme. Pourtant, les femmes ne sont pas seulement des actrices passives pouvant dont on peut tirer parti pour tenter de dissuader leurs fils de rejoindre des organisations terroristes. Elles peuvent également être des agents actifs qui participent et apportent un soutien matériel aux extrémistes violents, ou elles peuvent faire entendre leur voix et se joindre aux forces de sécurité pour les combattre. Cette idée fautive tend à entraîner l'instrumentalisation des femmes comme outils de lutte contre la radicalisation, souvent considérée comme une « affaire concernant les hommes ». ⁵ Il est essentiel de reconnaître ce problème pour améliorer les programmes de police de proximité destinés à prévenir et à lutter contre l'extrémisme violent.

Pour changer les préjugés sexistes dans les stratégies et les politiques de police de proximité, les stratégies d'engagement doivent être éclairées par une compréhension spécifique du contexte des rôles des hommes et des femmes dans la communauté, exigeant en retour la participation active des femmes à tous les niveaux et au sein de toutes les fonctions, y compris celles des forces de l'ordre. La présence de femmes au sein de la police et d'autres agences de sécurité et gouvernementales permet de mieux comprendre les dimensions de genre, ainsi que les implications de la lutte contre l'extrémisme violent. Les femmes pourraient être en mesure de mieux atteindre les femmes et de les sensibiliser aux risques et aux réponses possibles à l'extrémisme violent. Elles sont également mieux placées pour mettre en garde contre des interventions ou des pratiques de prévention qui pourraient avoir l'effet inverse de celui souhaité. Cela est crucial pour traiter avec les communautés qui entretiennent historiquement des relations tendues avec les acteurs de la sécurité. L'engagement des organisations de femmes à la base est également la clé du succès de la police de proximité. Il est essentiel de soutenir les initiatives dans le cadre desquelles les militantes créent des plateformes permettant à d'autres femmes et aux jeunes de partager leurs expériences, leurs compétences et leurs outils, afin de prévenir et de lutter contre l'extrémisme violent. Les données montrent également que la participation des femmes à la conception de programmes de déradicalisation et de désengagement tenant compte des spécificités de genre est essentielle à leur efficacité.

Questions de discussion :

⁴ <https://www.osce.org/secretariat/111438?download=true>

⁵ Laura Sjoberg and Reed Wood, "People, Not Pawns: Women's Participation in Violent Extremist Groups," 2015. Agence américaine pour le développement international, septembre 2015, https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/CVE_RESEARCHBRIEF_PEOPLENOTPAWNS.pdf

- Pourquoi l'engagement entre les forces de l'ordre et les jeunes est-il nécessaire dans les interventions de lutte et de prévention de l'extrémisme violent qui impliquent la police de proximité ?
- Quels griefs ou questions spécifiques les jeunes pourraient-ils avoir au sujet de l'implication des forces de l'ordre dans leur communauté, qui affecteraient la façon dont ils choisissent de souscrire (ou non) aux programmes de police de proximité visant à prévenir et à lutter contre l'extrémisme violent ?
- Quel est le rôle et la capacité des organisations de femmes à prévenir et à lutter contre l'extrémisme violent ?
- Y a-t-il quelque chose d'unique dans leurs relations avec les forces de l'ordre et de sécurité qui en fasse des interlocutrices utiles avec les acteurs de la sécurité pour les programmes et opérations communautaires ?

Lectures recommandées

UNDP, Frontlines: Young people at the forefront of preventing and responding to violent extremism, 2019, <https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/democratic-governance/frontlines.html>

Theophilus Ekpon, Le Rôle des Jeunes dans la Prévention de l'Extrémisme Violent dans le Bassin du Lac Tchad, La Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS), 2017, <https://cspps.org/files/2019-05/Cordaid-CSPPS-ChadBassin%20report%20FR%20%28okt%202017%29%20%284%29%20-%20DESIGNED%20FR%20%281%29.pdf>

Penser le genre dans les réponses à l'extrémisme violent en Tunisie, <http://samuelhall.org/wp-content/uploads/2019/01/Etude-penser-le-genre-dans-les-rponses-lextmisme-violent-en-Tunisie-2018-1.pdf>

'Kemi Okenyodo, The Role of Women in Preventing, Mitigating and Responding to Violence and Violent Extremism in Nigeria. Chapter 5 of Naureen Chowdhury Fink, Sara Zeiger, and Rafia Bhulai, eds. A Man's World? Exploring the Roles of Women in Countering Terrorism and Violent Extremism. Hedayah, 2016, https://wiisglobal.org/wp-content/uploads/2016/07/AMansWorld_FULLL.pdf

Lectures complémentaires :

Wale Ismail, 'Funmi Olonisakin, Bob Picciotto and Dave Wybrow, Youth Vulnerability and Exclusion (YOEX) in West Africa: Synthesis Report 2009, [https://www.nigerdeltabudget.org/CSDG%20Papers%20on%20Youth%20Vulnerability%20%20and%20Exclusion%20in%20West%20Africa%20\(1\).pdf](https://www.nigerdeltabudget.org/CSDG%20Papers%20on%20Youth%20Vulnerability%20%20and%20Exclusion%20in%20West%20Africa%20(1).pdf)

Irene Ndung'u et Uyo Yenwong-Fai, The role of women in violent extremism in Kenya, *Institut d'études stratégiques*, novembre 2017, <https://issafrika.s3.amazonaws.com/site/uploads/mono197.pdf>

Understanding the Role of Gender in Preventing and Countering Violent Extremism and Radicalization That Lead to Terrorism Good Practices for Law Enforcement, *Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe*, mai 2019
<https://www.osce.org/secretariat/420563?download=true>

Session 5 : Efforts communautaires pour réinsérer les anciens combattants

Format : *Présentations plénières et séance de questions et réponses avec modérateur*

Objectifs :

- Discuter des différentes catégories d'interventions proposées par les programmes de réhabilitation et de réinsertion.
- Identifier les grands principes qui devraient sous-tendre tous les efforts de réhabilitation et de réinsertion.
- Mettre en évidence les avantages comparatifs des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux dans les programmes de réhabilitation et de réinsertion
- Envisager des options politiques pour l'élaboration de programmes de réhabilitation et de réinsertion efficaces, en analysant dans quelle mesure les approches de police de proximité pourraient renforcer les efforts de réinsertion durable.

Contexte

La réhabilitation et la réinsertion des anciens acteurs extrémistes violents dans la communauté sont devenues des préoccupations majeures pour un certain nombre d'États africains. Alors que des dizaines de milliers d'hommes et de femmes anciennement affiliés à des organisations extrémistes violentes rentrent chez eux ou dans des régions sous contrôle gouvernemental, les systèmes de justice pénale sont de plus en plus surchargés par l'augmentation des populations carcérales qui seraient associées à des groupes extrémistes violents. Il est donc de plus en plus urgent que les pays touchés élaborent et mettent en œuvre des politiques et des programmes de réhabilitation et de réinsertion. Certains ont déjà mis en place des stratégies, tandis que d'autres en sont à leurs premiers projets. Cependant, la plupart d'entre eux ne disposent pas des capacités institutionnelles et professionnelles nécessaires pour mettre en œuvre de tels programmes et soutenir les efforts de réhabilitation et de réinsertion. Pour relever ces défis, il est nécessaire de faire appel à l'expertise et aux contributions de plusieurs acteurs et institutions.

Les initiatives de réhabilitation et de réinsertion se présentent sous différentes formes, en fonction de leur ampleur. Le cadre dans lequel ces interventions sont menées détermine la nature et la structure des programmes. Par exemple, les programmes menés dans un cadre carcéral nécessitent des types d'interventions différents de ceux mis en œuvre dans des cadres de liberté où les cibles de la réhabilitation et de la réinsertion avaient des liens avec des groupes extrémistes violents, mais ne purgent pas de peines de prison. Le statut de risque des cibles des interventions joue également un rôle dans le développement et l'opérationnalisation des programmes de réhabilitation et de réinsertion. Les anciens membres d'Al-Shabaab considérés comme présentant un faible risque appellent des interventions différentes de celles considérées comme présentant un risque élevé. Il en va de même pour les femmes et les enfants qui exigent des stratégies de réhabilitation et de réinsertion sur mesure. En fonction du contexte et des capacités des intervenants, les programmes de réhabilitation et de réinsertion peuvent varier, allant d'interventions essentiellement de type unique (théologique/idéologique) à des interventions globales comprenant différents types de soutien (matériel, psychosocial, récréatif et culturel).

Bien qu'il n'existe pas d'approche unique en matière de réhabilitation et de réinsertion des anciens délinquants, des principes communs doivent orienter ces initiatives. Le plus important est

l'implication des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de réhabilitation et de réinsertion. Il est certain que dans certains contextes, les acteurs gouvernementaux doivent prendre la tête des interventions de réhabilitation et de réinsertion, tandis que dans d'autres, il revient aux acteurs non gouvernementaux de le faire. L'essentiel est de reconnaître les avantages comparatifs de chaque acteur et de les utiliser au maximum. Il est donc nécessaire d'adopter une approche multi-acteurs et multisectorielle qui permette la participation des professionnels du maintien de l'ordre, des autorités locales, des prestataires de soins psychosociaux, des conseillers religieux, des organisations communautaires de la société civile et des membres de la famille. Pour y parvenir, tous les acteurs concernés doivent collaborer et partager les informations.

Questions de discussion :

- Quel est le rôle des acteurs de la sécurité pour faciliter la réinsertion des anciens combattants ?
- Quels sont les rôles des acteurs de la société civile dans le processus de réhabilitation et de réinsertion ?
- Quelles leçons peut-on tirer des programmes de réinsertion officiels dirigés par les acteurs de la sécurité ?

Lectures recommandées :

Christina Nemr and Rafia Bhulai, *Civil Society's Role in Rehabilitation and Reintegration Related to Violent Extremism*, *The Global Observatory*, 25 juin 2018, <https://theglobalobservatory.org/2018/06/civil-societys-role-rehabilitation-reintegration-violent-extremism/>

James Khalil, Rory Brown, Chris Chant, Peter Olowo and Nick Wood, *Deradicalisation and Disengagement in Somalia Evidence from a Rehabilitation Programme for Former Members of Al-Shabaab*, Whitehall Report 4-18, Royal United Services Institute for Defence and Security Studies (RUSI), janvier 2019, https://rusi.org/sites/default/files/20190104_whr_4-18_deradicalisation_and_disengagement_in_somalia_web.pdf

Saïbou Issa et Nadine Machikou, *Réintégration des ex-associés de Boko Haram. Perspectives de la région de l'Extrême Nord du Cameroun*. *Global Center on Cooperative Security*, février 2019, https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2019/02/GCCS_Reintegration-des-ex-associes-de-Boko-Haram.pdf

Lectures complémentaires :

Returning from the Land of Jihad: The Fate of Women Associated with Boko Haram, *International Crisis Group*, 21 mai 2019, https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/275-returning-from-the-land-of-jihad_0.pdf

Andrew McDonnell, *A Community Approach to Jihadis' Rehabilitation in Tunisia*, Sada, *The Carnegie Endowment for International Peace*, 27 septembre 2018, <https://carnegieendowment.org/sada/77358>

Christina Nemr, Lara Nonninger, Eva Entenmann, Fulco van Deventer, et Bibi van Ginkel, *It Takes a Village: An Action Agenda on the Role of Civil Society in the Rehabilitation and Reintegration of Those Associated With and Affected by Violent Extremism*, *Global Center on Cooperative Security*, août 2018, https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2018/08/GC_It-Takes-a-Village_WEB.pdf

Non-custodial Rehabilitation and Reintegration in Preventing and Countering Violent Extremism and Radicalization That Lead to Terrorism: A Guidebook for Policymakers and Practitioners in South-Eastern Europe, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe Vienne, (OSCE) 2020, <https://www.osce.org/secretariat/444838?download=true>

Session 6 : Étude de cas : briser le cycle de la violence dans le comté de Garissa, Kenya

Format : *Présentations plénières et séance de questions et réponses avec modérateur*

Objectifs :

- Discuter des facteurs qui ont contribué au changement de la stratégie antiterroriste du Kenya telle qu'elle a été appliquée à Garissa après l'attaque de l'université par Al-Shabaab.
- Examiner les changements d'organisation et de gestion qui sont intervenus dans le secteur de la sécurité après l'attentat de Garissa.
- Considérer les avantages de cette nouvelle approche pour lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme.

Contexte :

L'une des leçons les plus importantes tirées d'une décennie d'opérations antiterroristes en Afrique est que les opérations militaires ne peuvent à elles seules arrêter la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme. Même lorsqu'ils réussissent à éliminer certaines organisations extrémistes violentes de certaines zones, les gouvernements qui ne parviennent pas à améliorer la gouvernance locale, y compris dans le secteur de la sécurité, finissent par risquer de perdre leurs acquis militaires. En effet, de nombreux éléments probants indiquent que les abus réels ou perçus de l'État et la stigmatisation de communautés spécifiques poussent directement les jeunes hommes dans le giron des organisations extrémistes violentes. Le rapport du PNUD de 2017 sur le voyage vers l'extrémisme en Afrique a fourni « une nouvelle preuve étonnante de la manière dont les réponses sécuritaires peuvent être directement contre-productives lorsqu'elles sont menées de manière insensible ». Il est donc essentiel que les pays concernés s'engagent à renforcer la responsabilité et l'efficacité des institutions de sécurité. Une gestion et une responsabilisation efficaces du secteur de la sécurité sont tout aussi cruciales pour assurer la sécurité et créer un environnement propice à la croissance socio-économique. En fin de compte, il est essentiel d'encourager la confiance populaire dans les services de l'État pour lutter contre l'extrémisme violent.

L'expérience kenyane dans le comté de Garissa est révélatrice à cet égard. Garissa, qui borde la Somalie, est l'un des comtés les plus pauvres et les plus marginalisés du Kenya. C'est également l'une des régions qui a subi certains des attentats les plus meurtriers dans le pays, en plus de supporter le poids des campagnes antiterroristes des services de sécurité. En 2015, cependant, deux événements ont contribué à une réduction significative des attentats terroristes, ainsi qu'à une amélioration des relations du public avec les services de sécurité. Le premier, la terrible attaque terroriste contre l'université Garissa au Kenya, qui a tué 148 personnes, pour la plupart des étudiants, a provoqué une réaction massive des communautés locales contre le groupe extrémiste violent somalien Al-Shabaab. Le deuxième, la réponse des services de sécurité a été mesurée, ce qui constitue une rupture notable par rapport aux réponses sécuritaires dures habituelles qui suivent les attaques terroristes. Tirant les leçons des lacunes des stratégies antiterroristes purement coercitives, le gouvernement kenyan a ordonné une restructuration des dispositions sécuritaires à Garissa, qui comprenait le placement de locaux à des postes de sécurité de haut niveau et de forte visibilité. Les nouveaux responsables de la sécurité, comme le montre une étude de Safeworld de 2017, « ont suscité la confiance et le respect au niveau local au-delà des clivages sociaux, ont

réprimé la corruption et les arrestations arbitraires, ont travaillé avec les communautés pour rétablir la confiance et démanteler les cellules d'Al-Shabaab ».⁶

La diminution des attentats terroristes et l'amélioration de la perception de la sécurité au niveau local qui en résulte montrent les avantages réels et tangibles qui peuvent être tirés de l'adoption de stratégies antiterroristes visant à améliorer les relations entre les services de sécurité et les communautés locales. Il est certain que les gains en matière de sécurité restent fragiles et risquent d'être compromis si l'on ne s'attache pas davantage à répondre aux griefs socio-économiques persistants des communautés locales contre l'État kenyan. Cela dit, l'histoire de Garissa « montre ce qu'il est possible de faire lorsque les autorités tentent de ne pas tout miser sur la répression et de plutôt créer une dynamique en regagnant la confiance du public ».

Questions de discussion :

- Qu'est-ce qui a changé dans les réponses de la sécurité kenyane après l'attaque de Garissa ?
- Quelles leçons les acteurs de la sécurité ont-ils tirées et quels ajustements ont-ils apportés à leurs relations avec la communauté et à leurs approches policières après l'attaque de l'université de Garissa ?
- Y a-t-il eu des enseignements différents aux niveaux national et local ?

Lectures recommandées :

Christopher Wakube, Thomas Nyagah, James Mwangi et Larry Attree, Inside Kenya's war on terror : breaking the cycle of violence in Garissa, *Saferworld*, 2017.

<https://www.saferworld.org.uk/long-reads/inside-kenyaas-war-on-terror-breaking-the-cycle-of-violence-in-garissa>

⁶ Christopher Wakube, Thomas Nyagah, James Mwangi and Larry Attree, Inside Kenya's war on terror: breaking the cycle of violence in Garissa, *Saferworld*, 2017. <https://www.saferworld.org.uk/long-reads/inside-kenyaas-war-on-terror-breaking-the-cycle-of-violence-in-garissa>